

Les Objectifs du développement durable (ODD) pour 2030 deviennent de plus en plus hypothétiques, notamment en termes de lutte contre la pauvreté, constate l'ONU. Les progrès des années 2000 balayés

# Défis manqués pour l'Amérique latine

SERGIO FERRARI

**Développement durable** ▶ «Nous ne sommes pas sur le chemin permettant d'atteindre les objectifs du développement durable (ODD) pour 2030», a déclaré le 7 mars au Costa Rica Amina Mohammed. La vice-secrétaire générale de l'ONU intervenait dans le cadre de la cinquième réunion du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes censée mesurer les progrès en matière de développement durable<sup>1</sup>. Les propos de la n° 2 des Nations unies confirment les observations récentes de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), qui relève que 5 millions d'habitantes de cette région sont tombées dans un état de pauvreté extrême en 2021, ce qui porte leur nombre à 86 millions.

## Malgré la reprise de 2021

Dans son rapport annuel présenté fin janvier<sup>2</sup>, cet organisme onusien soutient que, malgré la reprise économique de 2021, les niveaux de pauvreté estimés se sont maintenus au-dessus des indices enregistrés en 2019, reflétant la continuité de la crise sociale.

L'urgence sanitaire demeure, souligne le rapport, l'Amérique latine et les Caraïbes constituant la région la plus vulnérable du monde. Cette réalité pandémique se manifeste dans une crise sociale qui a élevé le taux de la pauvreté extrême, passant de 13,1% de la population latino-américaine en 2020 à 13,8% en 2021.

L'Argentine, la Colombie et le Pérou ont connu les taux de croissance de la pauvreté les plus élevés, soit 7%. Au Chili, au Costa Rica, en Equateur et au Paraguay, ceux-ci ont passé de 3% à 5%. En Bolivie, au Mexique et en République dominicaine, ils s'élèvent à moins de 2%. Le rapport de la CEPAL signale le Brésil comme étant le seul pays de la région ayant vu diminuer la pauvreté en 2020.

## Retour vingt ans en arrière

Selon la CEPAL, en 2020, la région a connu une régression significative du combat contre la pauvreté pour la sixième année consécutive. Son taux se situe désormais à un niveau similaire à celui de la décennie 2000. Entre 2019 et 2020, le coefficient de Gini – utilisé à l'échelle internationale



La vice-secrétaire générale de l'ONU, Amina Mohammed, regrette que les objectifs du développement durable pour 2030 s'éloignent, notamment pour la région Amérique latine et Caraïbes. KEYSTONE

## VIRAGE EN COLOMBIE

Pour la première fois, une coalition de gauche arrive en tête des élections législatives colombiennes tenues dimanche. Le Pacte historique (PH) de Gustavo Petro, qui ambitionne un nouveau modèle de développement centré sur l'initiative publique et les droits sociaux (notre édition de vendredi), est toutefois loin la majorité absolue. En cas de victoire le 29 mai lors du scrutin présidentiel, l'ex-maire de Bogota devra s'allier avec les formations centristes pour s'assurer une majorité au Congrès. Le grand battu du scrutin est la formation d'Alvaro Uribe et du président sortant, Ivan Duque, le Centre démocratique (droite dure), qui arrive au cinquième rang derrière les vieux partis libéral (centre) et conservateur (droite), et l'Alliance verte/Centre espérance.

Le PH, qui regroupe l'essentiel de la gauche du pays sud-américain, arrive en tête au Sénat avec 17 sièges sur 102 et obtient 25 sièges à la Chambre des représentants sur 165, en seconde position derrière les libéraux. Les cinq parlementaires ex-FARC garantis par les accords de paix complètent la députation de la gauche. Si la primaire du PH en vue de la présidentielle a naturellement tourné en faveur de Gustavo Petro, l'afro-colombienne Francia Marquez a obtenu le score significatif de 15%. Féministe, écologiste et antiraciste, elle est la révélation de ces élections et l'une des papables pour accompagner M. Petro sur le ticket favori des sondages. Les autres candidats de poids seront l'ancien maire de Medellin Federico Gutierrez (droite) et l'ex-gouverneur d'Antioquia Sergio Fajardo (centre). BPF

pour évaluer les inégalités des revenus – a augmenté de 0,7%. En 2020, la proportion des femmes sans revenu propre a aussi augmenté et des poches d'extrême pauvreté se maintiennent dans les régions rurales, parmi les peuples indigènes et les enfants.

La reprise économique de 2021, qui à l'époque a causé une certaine euphorie dans quelques pays latino-américains, n'a pas suffi pour atténuer les profonds effets sociaux et sur l'emploi de la crise sanitaire, étroitement liés à l'inégalité des revenus, la pauvreté, le travail précaire, la vulnérabilité dans laquelle vit la population et les disparités significatives de genre.

L'insertion des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes à l'emploi a connu un recul au niveau d'il y a dix-huit ans. On prévoit qu'en 2022 cette participation atteindra seulement un taux de 51%, contre 73,8% pour les hommes. En résumé, cette année, une femme sur deux n'aura pas d'emploi. D'ailleurs, les femmes consacrent trois fois plus de temps que les hommes au travail domestique et aux soins familiaux non rémunérés.

Selon les données de la CEPAL, un tiers des mesures définies par les ODD ont reculé dans ces dernières années.

## Renforcer l'Etat

La tendance est-elle réversible? Pour la CEPAL, cela passera par l'émergence d'un «nouveau modèle social». Avec les enseignements laissés par la crise de 2008, il se peut que la pandémie ait créé une conjoncture favorable à l'adoption de profondes réformes, espère la CEPAL. Qui souligne le recul de l'idée d'un marché (avec quelques corrections ponctuelles des prix) suffisant pour résoudre les problèmes. Les politiques publiques – avec l'Etat comme stratège – sont au centre de la nouvelle vision. Les Etats doivent donc fortifier leurs capacités et renforcer la coopération dans le cadre du système international et régional. En même temps, ils doivent devenir plus transparents et disposés à rendre des comptes aux citoyens. S'ils ne le font pas, ils ne pourront pas élaborer et implémenter des politiques menant à un nouveau type de développement. I

<sup>1</sup> Foroal2030.cepal.org/2022/es

<sup>2</sup> Panorama Social de América Latina 2021, www.cepal.org/es/publicaciones/47718-panorama-social-america-latina-2021

Traduction: Hans-Peter Renk

# Bonnes intentions pour la coopération vaudoise



**Aide au développement** ▶ Les électeurs et les électrices vaudoises favorables à la coopération disposent d'un nouvel outil pour choisir leur députation le 20 mars. Grâce à la Fédération vaudoise de coopération (Fedevaco), il est possible de savoir quel-les candidates se prononcent en faveur d'une augmentation du budget cantonal destiné à l'aide au développement. Du moins parmi les 30% qui ont répondu au sondage réalisé par la faitière des

associations vaudoises actives dans le domaine. Au total, ce sont 280 réponses qui ont été récoltées, puis publiées sur le site internet de la Fedevaco par arrondissements<sup>1</sup>.

**Globalement**, le résultat est réjouissant pour les ONG. «La majorité des personnes candidates au Grand Conseil vaudois sont favorables, non seulement à un soutien financier du canton (91% des réponses), mais aussi et surtout, à un renforcement de celui-ci (76% des réponses)», précise Najia Trotzet, chargée de communication de la Fedevaco.

Se dessine toutefois un clivage classique: 92% des aspirant-es de gauche se disent favorables à une augmentation de l'enveloppe, contre seulement 54% à droite. Dans l'ensemble, le soutien est considérable. Il faut dire que le canton

## Vaud ne consacrait en 2019 que 0,004% du revenu cantonal à la coopération au développement

n'est pour l'instant pas très généreux en la matière: il ne consacrait en 2019 (dernière donnée disponible) que 0,004% du revenu cantonal à la coopération au développement, selon les chiffres officiels, alors que les Nations unies recommandent aux collectivités publiques d'en allouer 0,7%. «Les montants attribués aujourd'hui ne répondent pas aux besoins de nos organisations membres. Encore aujourd'hui, et c'est très problématique, certains projets ne trouvent pas tous les financements nécessaires», regrette Najia Trotzet. A titre de comparaison, l'Etat de Genève dépense environ 0,2% de son budget à ce domaine, et les ONG genevoises l'encouragent à progresser vers le 0,7% comme le prévoit la loi cantonale. Les communes sont en général plus prodigues que les cantons.

Le soutien des futurs parlementaires vaudois n'est toutefois par une surprise pour la fédération. Elle rappelle qu'en avril 2019, un postulat réclamant une augmentation des financements alloués à ce secteur et la création d'un fonds cantonal spécifique (sur le modèle genevois) avait recueilli près de trois quarts des voix au Grand Conseil. La balle est désormais dans le camp du Conseil d'Etat, qui tarde à répondre à la demande du parlement. «A la suite de la pandémie, le dossier a été mis entre parenthèses. Nous nous attendons néanmoins à une prise de décision prochainement», note Alexandre Cavin, secrétaire général de la Fedevaco.

CHRISTOPHE KOESSLER

<sup>1</sup> www.fedevaco.ch/EC2022